



DÉBATS

Michel Godet: « Notre pays est toujours malade de ses exceptions »

PROPOS RECUEILLIS PAR

MARIE-LAETITIA BONAVITA [@mibo](#)

« LIBÉREZ L'EMPLOI,
POUR SAUVER
LES RETRAITÉS :
20 PROPOSITIONS
2^e édition Poche,
Odile Jacob, 2015



ENTRETIEN

L'auteur, économiste, membre de l'Académie des technologies, publie une nouvelle édition de son ouvrage « Libérez l'emploi », paru il y a un an. Malgré les récentes mesures gouvernementales – loi Macron, CICE, pacte de responsabilité –, il constate que le diagnostic de la France ne s'est guère amélioré.

LE FIGARO. – La loi Macron va-t-elle dans le bon sens ?

Michel GODET. – Je suis à la fois content et déçu de la loi Macron. Content parce qu'elle s'attaque à des rigidités qui sont connues et dénoncées depuis le fameux rapport Rueff-Armand pour le général de Gaulle à la fin des années 1950. C'est bien d'introduire plus de concurrence là où il y a des monopoles sclérosés. Ainsi, la libéralisation des transports en autocar est une bonne nouvelle. Même chose en ce qui concerne le travail du dimanche. Notamment dans les grandes villes touristiques. Mais cette ouverture va rester très (trop) encadrée, comme si on voulait continuer à enfermer la liberté. C'est en ce sens que je suis déçu. Cette loi est un assemblage de petites mesures dispersées dont la cohérence est peu lisible. Pour les professions réglementées (notaires, huissiers...), il y a certainement aussi une modernisation à encourager. Mais attention à la méthode. Avant de généraliser, il faut expérimenter, car l'enfer est souvent pavé de bonnes intentions.

Loi Macron, CICE, pacte de responsabilité... le gouvernement semble avoir opéré un tournant en faveur de la compétitivité. Ce nouveau cap est-il, à vos yeux, suffisant ?

Le cap de la politique de l'offre est le bon. Il s'agit de restaurer la rentabilité et la compétitivité des entreprises. C'est ainsi qu'est né le fameux CICE qui se présente comme une réduction d'impôt sur les bénéfices des

entreprises. Mais la moitié des entreprises, notamment les PME, n'y a pas recours par crainte des contrôles fiscaux déjà bien réels. Depuis un an, la France creuse ses déficits et peut-être



sans le savoir sa tombe ! Faute de croissance et de réforme structurelle du marché du travail, le chômage ne cesse de s'aggraver

Notre pays est toujours malade de ses exceptions et incapable de réduire sa dépense publique, de diminuer le nombre de fonctionnaires, de former sa jeunesse à de vrais métiers au travers de l'apprentissage plutôt que de lui distribuer des assignats universitaires Parmi

» Pour les professions réglementées (notaires, huissiers...), il y a certainement aussi une modernisation à encourager. Mais attention à la méthode. Avant de généraliser, il faut expérimenter

les réformes qui attendent, relevons celles du financement public des syndicats qui vivent aujourd'hui très bien sans syndiques, de la formation professionnelle et de l'indemnisation du chômage Il y a aussi la question de la gouvernance politique et de la surreprésentation de la fonction publique parmi les élus

En dépit des promesses gouvernementales et de l'accord sur la « flexisécurité », le taux de chômage en France continue à progresser. Que faire ?

Comment remettre la France au travail sans passer par un choc idéologique le recul de compétitivité de la France ne s'est-il pas accentué depuis 2001 avec la généralisation des 35 heures ? Le chômage augmente en France parce qu'il y a un consensus entre les acteurs dominants du jeu social pour ne rien changer aux règles sur le coût du travail et donc le temps de travail, le salaire minimum, l'incitation à travailler, la protection des salaires Les chômeurs constituent le maillon faible des rapports de force Certains ont pu voir dans cet accord plutôt de la « flexirigidité », c'est-à-dire d'abord un renforcement des avantages des travailleurs insérés à plein temps dans

les entreprises En oubliant comme d'habitude ceux qui sont en dehors les travailleurs à temps partiel, les chômeurs

Comment mieux traiter notre jeunesse : les diplômés quittent le pays et les non-qualifiés souffrent d'un taux de chômage de près de 50 % ?

Les jeunes (diplômés ou non) qui partent à l'étranger, c'est une bonne nouvelle car c'est formateur pour eux

Le sort des diplômés ne m'inquiète pas non plus, même si certains sont frustrés de ne pas trouver un emploi correspondant à leur attente Les formations sélectives

ingénieurs, écoles de commerce, techniciens supérieurs trouvent presque toujours un emploi en CDI à la sortie Selon le Cereq (Centre d'études et de recherches sur les qualifications), le tiers des jeunes trouve un CDI à l'issue de leur formation, et les deux tiers dans les trois ans qui suivent Rappelons que les CDI représentent 85 % du total des emplois Il reste que 80 % des jeunes en emploi commencent par un CDD, notamment les moins qualifiés et que le sort des

Le choc du 7 janvier a réveillé les Français, qui refusaient de voir la bombe sous leur pied. Et tant mieux ! Mais il reste maintenant à comprendre

jeunes sans diplôme est dramatique un sur deux est au chômage Au global un quart des jeunes sont au chômage ! Chiffre scandaleux, mais qu'il faut ramener à sa réalité en France, sur 100 jeunes de 15 à 24 ans, 63 sont inactifs (le plus souvent en études), 28 ont un emploi et « seulement » 9 sont au chômage Néanmoins, en France, le chômage des jeunes est deux fois plus élevé qu'en Allemagne parce que l'apprentissage et

l'alternance y sont trois fois moins développés Relevons cette bonne nouvelle sur les 20 % d'une génération ne maîtrisant pas correctement les savoirs de base (lire, écrire et compter), plus de la moitié est employée, notamment par les TPE Les autres ne sont employables en l'état, faute de savoir-être suffisant

Après l'attentat contre « Charlie », la France prend conscience de l'échec de l'intégration d'une partie de la jeunesse issue de l'immigration... Le choc du 7 janvier a réveillé les Français, qui refusaient de voir la bombe sous leur pied Et tant mieux ! Mais il reste maintenant à comprendre Comment des enfants issus de l'immigration, passés par nos écoles, ont fini par devenir des bras armés d'un islamisme intégriste et radical ? Pour comprendre, il faut cesser de se voiler la face et accepter de poser les questions qui dérangent les bien-pensants Il faut restaurer les valeurs républicaines et familiales de respect, de tolérance et d'amour pour autrui Ces enfants perdus sont d'abord (mais pas toujours) victimes de l'échec scolaire parce que l'on a concentré les handicaps dans certains quartiers, de l'école de la rue et des trafics illicites qui conduisent à la délinquance puis à la prison Il est temps d'agir en amont des la petite enfance Car si 25 % des

naissances sont d'origine étrangère (parents nés à l'étranger) pour la France entière, cette proportion est de 40 %

pour l'Île-de-France et de 60 % pour la Seine-Saint-Denis Il faut certainement repenser complètement la répartition des enfants dans les écoles afin d'assurer une meilleure mixité sociale La lutte contre l'apartheid urbain et scolaire est aussi affaire de courage des élus C'est bien ce qui m'inquiète Pourtant, il n'y a pas d'autre choix, car quand il y a trop de sable, le ciment ne prend pas ! ■